

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

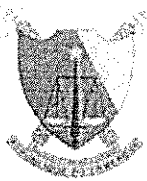
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA  
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT  
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUBDEPARTMENT OF BUDGET

-001

AVIS DE LA DEMANDE DE COTATION N°            /DC/MINEFOP/CIPM/2026 DU  
A9/05/2026 RELATIVE AU RECRUTEMENT D'UNE SOCIETE DE GARDIENNAGE EN VUE  
DE LA SECURISATION DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE  
DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE NLONGKAK  
ET DE LA RUE CEPER

1. **Objet de la Demande de Cotation**

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle lance un Avis de Consultation en vue du recrutement d'une société de gardiennage pour la sécurisation des locaux abritant les services centraux du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sur les sites de Nlongkak et de la Rue CEPER.

2. **Consistance des prestations**

Les prestations, objet de la présente consultation consistent à la sécurisation des locaux des services centraux du MINEFOP sur les sites de Nlongkak, Rue CEPER repartis ainsi qu'il suit :

N°	Désignation	Effectif diurne	Effectif nocturne	Effectif total
1	Bâtiment Principal de Nlongkak	04	04	08
2	Bâtiment de la Rue CEPER	04	04	08
3	Chien et son Maitre à la Rue CEPER	00	01	01

3. **Participation et origine**

La participation à la présente consultation est ouverte aux sociétés de gardiennage de droit camerounais disposant d'un agrément régulier et jouissant d'une bonne expérience dans le domaine de la sécurisation des sites et des édifices publics.

4. **Financement**

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financés par le Budget de Fonctionnement du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle au titre de l'EXERCICE 2026, suivant l'imputation 60 35 362 1 330000020980 361950.

5. **Mode de soumission**

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est *exclusivement en ligne*.

6. **Consultation du Dossier de Demande de Cotation**

Le dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Bureau des Appels d'Offres sise à Nlongkak-Yaoundé, Tél. :222 20 03 39/222 20 45 81 ; Fax 222 20 28 06 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP ([www.arpmp.cm](http://www.arpmp.cm)).

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation La version physique du dossier peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Bureau des Appels d'Offres sise à Nlongkak-Yaoundé, Tél. :222 20 03 39/222 20 45 81 ; Fax 222 20 28 06 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de Cinquante mille (50 000) francs CFA, payable au Trésor public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le payement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation (

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **Quarante millions (40 000 000)** de FCFA.

9. Cautionnement de soumission

- Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, datée, signé délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 10 de la DC dont le montant s'élève à huit cents mille (800 000) FCFA conformément à la Lettre-Circulaire n°000014/LC/MINMAP du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les Marchés Publics et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

*Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.*

- Pour la soumission en ligne, la cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 21/07/26 à 11 heures précises, heure locale. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

- Nb Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et

Constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
  - 15 MO pour l'Offre Technique ;
  - 5 MO pour l'Offre Financière.
- Les formats acceptés sont les suivants :
- Format PDF pour les documents textuels ;
  - JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 21/07/26 à 12 heures précises dans

la salle de conférences du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sise l'immeuble ministériel de Nlongkak par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de ce département ministériel.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

**Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.**

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

[L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des

Cotations fixées dans le Dossier de Demande de Cotation].

## 12. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être en offre unique en sept en sept exemplaires dont une originale et six copies contenues dans une enveloppe sous plis fermée avec la mention de l'Avis de Consultation pour la Demande de cotation.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- les plis sans indication de l'identité du Dossier de Consultation ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

## 13. Critères d'évaluations

### 13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit de :

- a. la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- b. l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- c. fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d. l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- e. l'absence d'une attestation de surface financière d'au moins 50% du cout prévisionnel de

- la prestation, délivrée par une Banque ;
- f. la non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;
- g. l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE)

### 13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- les références du personnel dans le domaine concerné ;
- avoir effectué avec succès au moins deux prestations similaires au cours des trois dernières années. Pour être validée, chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants : la copie de l'extrait du contrat comportant les 1<sup>ères</sup> et dernières pages et le procès-verbal de réception ou l'attestation de bonne fin.
- preuve d'acceptation des conditions du Marché (TDR paraphé à chaque page et signé à la dernière page).

### 14- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de **douze (12) mois**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

### 15- Tranches/Allotissement

La présente Demande de Cotation n'est pas allotie.

### 16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre Commande au Soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requis et dont l'offre a été évaluée la mieux-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

### 17- Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

### 18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès de la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Tel : 222 200 339 / 222 204 581 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.com> et <http://www.coleps.com>.

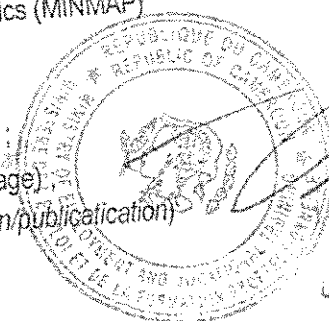
### 19- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 Cellule de Lutte Contre la Corruption du MO

Yaoundé, le 08 MARS 2026

### Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- Maître d'Ouvrage ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Service des Marchés (pour archivage) ;
- Affichage -chrono (pour information/publication)



Le Ministre de l'Emploi et de la  
Formation Professionnelle A.I

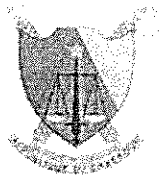
*Moumouma Toubon*

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA  
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT  
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SOUS-DIRECTION DU BUDGET

SUBDEPARTMENT OF BUDGET

REQUEST FOR QUOTATION No. 001 /DC/MINEFOP/CIPM/2026 OF 18 MARS 2026 TO  
RECRUIT A SECURITY COMPANY FOR THE CENTRAL SERVICES OF THE MINISTRY OF  
EMPLOYMENT AND VOCATIONAL TRAINING AT NLONGKAK AND RUE CEPER

**1. Purpose of the Quotation**

The Minister of Employment and Vocational Training is issuing a Notice of Consultation to recruit a security company to secure the central services of the Ministry of Employment and Vocational Training at Nlongkak and Rue CEPER.

**2. Scope of service**

The detailed services required within this consultation for securing the premises of MINEFOP central services at Nlongkak and Rue CEPER are as follows:

No.	Designation	Day staff	Night staff	Total staff
1	Main Building at Nlongkak	04	04	08
2	Rue CEPER Building	04	04	08
3	Dog and owner at Rue CEPER	00	01	01

**3. Participation and Origin**

Participation in this Request for Quotation is open to security companies incorporated under Cameroonian law, that are duly authorised and have substantial experience in securing public sites and buildings.

**4. Funding**

The services covered by this Request for Quotation are funded by the Operating Budget of the Ministry of Employment and Vocational Training for the 2026 FINANCIAL YEAR, allocation No. 60 35 362 1 330000020980 361950.

**5. Bidding method**

Bidding for this Request for Quotation is **exclusively online**.

**6. Consultation of the Quotation Request File**

The hard copy of the Request for Quotation may be consulted during working hours at the Department of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tender Office located at Nlongkak-Yaounde, phone.: 222 20 03 39/222 20 45 81; Fax 222 20 28 06 upon publication of this notice; and the electronic version on the COLEPS platform available at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website ([www.amp.cm](http://www.amp.cm)).

**7. Acquisition of the price Quotations File.**

The hard copy of the file can be obtained from the Department of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tender Office located at Nlongkak-Yaounde, Phone.: 222 20 03 39/222 20 45 81; Fax 222 20 28 06 upon publication of this notice, against payment of a non-refundable fee of fifty thousand (50,000) CFA francs for the purchase of the tender documents, payable to the Public Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RQ) file by downloading it free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms available at the addresses indicated above for the electronic version. However, online submission is conditioned by paying the Request for

Quotation file fees. (

**8. Estimated cost**

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **forty million (40,000,000) CFA Francs**.

**9. Bid bond**

- Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, handwritten, dated, stamped and issued by an organisation or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which is included in document 10 of the tender documents. The amount of the deposit is set at eight hundred thousand (800,000) CFA francs in accordance with Circular Letter No. 000014/LC/MINMAP of 23 July 2025 on the procedures to establish, deposit, retain, release, return and realise guarantees in public contracts, and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders. Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the tender. A bid bond that has been produced but is not related to the consultation in question shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the opening of bids is inadmissible.

**10. Submission of Quotations**

*Each quotation is written in French or English.*

- **For online submissions**, the quotation must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 21/04/2026 at 11:00 a.m., local time. A backup copy of the quotation saved on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy', in addition to the above reference, within the specified time limit.

- **File size and format**

For online submissions, the maximum sizes for documents that will be transferred via the platform and comprising the bidder's tender are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate should use compression software to reduce the size of the files to be submitted, if necessary.

**11. Opening the tenders**

Bids will all be opened at the same time, on 21/04/2026 at 12 o'clock in the conference room of the Ministry of Employment and Vocational Training located at Nlongkak Ministry, by the Internal Procurement Commission.

This opening session may be attended only by bidders themselves or any of their duly mandated representative.

Subject to rejection, the required documents in the administrative file must be submitted in originals or certified copies by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specified Rules for the Quotation. They must be less than three (03) months old or have been established after the date the notice for Quotations is signed.

In the absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

[The counting session must start no later than one hour after the deadline for receipt of Quotations set out in the Request for Quotation File].

12. **Eligibility of Quotations**

Administrative documents, technical quotations and financial quotations must be submitted in a single bid in seven copies, including one original and six copies, contained in a sealed envelope marked with the reference number of the Consultation Notice for the Request for Quotation.

The following shall be considered ineligible by the Project Owner:

- Envelopes bearing information on the identity of the bidder;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Envelopes that do not comply with the submission procedure.
- Envelopes without any indication of the identity of the Consultation File;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RC or bids submitted in copies only;

Any incomplete bid shall be declared non-responsive in accordance with the requirement of the Tender Documents. For instance, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, or failure to comply with the models of the tender document, shall result in the outright rejection of the bid without any right of appeal. A tender bond that is provided but has no connection with the tender in question will be considered as absent.

13. **Evaluation criteria**

13.1- **Elimination criteria**

These include:

- a. failure to produce, within 48 hours of the opening of bids, a document from the administrative file that is considered non-compliant or missing, other than the tender bond;
- b. absence or non-compliance of the tender bond at the opening of bids;
- c. false declarations, fraudulent practices or falsification of documents;
- d. absence of a sworn statement of non-abandonment of the performance of service during the last three years;
- e. absence of a certificate of financial capacity for at least 50% of the contract amount issued by a first-grade approved bank;
- f. failure to comply with the file format for online bids;
- g. absence of an element of the financial offer (the tender, the BPU, the DQE).;

13.2-**Essential criteria**

The main criteria for the qualification of bidders will include:

- the presentation of the offer;
- the bidder's references;
- the references of the personnel in the relevant field;
- having successfully completed at least two similar services in the last three years. To be validated, each reference must be supported by the following: a copy of the contract extract including the first and last pages and the acceptance report or certificate of satisfactory completion.
- Proof of acceptance of the terms and conditions of the contract (Terms of Reference initialled on each page and signed on the last page).;

14- **Delivery deadline**

The maximum time allowed by the Project Owner for the performance of the services covered

by this Request for Quotation is twelve (12) months. This timeframe shall start on the date of notification of the service order to commence the services.

#### 15- Slots/Allocation

This Request for Quotation is not allocated.

#### 16- Award of contract

The Project Owner shall submit the Letter of Award to the bidder who meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any discounts offered.

#### 17- Validity Period of Price Quotations

Bidders shall be bound by their bids for ninety (90) days as from the deadline set for submission of bids.

#### 18- Additional information

Further information can be obtained during working hours from the Department of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Phone.: 222 200 339 / 222 204 581 or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.com> and <http://www.publicscontracts.com>.

#### 19- Fight against corruption and bad practices

For any practices, incidents or acts, attempts of corruption or malpractice, please call CONAC on 1517, or the Public Contract Authority (MINMAP) by SMS or phone by dialing the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 MO Anti-Corruption Unit.

Yaounde, the 18 MARS 2026  
Le Ministre de l'Emploi et de  
Formation Professionnelle A

#### Copies :

- Public Procurement Authority (MINMAP)
- ARMP (for publication and filing)
- Project Owners ;
- CIPM President (for information) ;
- Contract Service (for archiving) ;
- Display - chrono (for information/publication)

